

Polémique sur les indemnités de départ des dirigeants d'Abengoa

Madrid (02/12/2015)- Le ministre espagnol de l'Economie Luis de Guindos a dénoncé mercredi le montant peu présentable des indemnités qui auraient été versées à des dirigeants du géant énergétique espagnol Abengoa, au bord de la faillite, et qui ont aussi motivé l'annonce de plaintes.

Fils du fondateur de la société, Felipe Benjumea a perçu une indemnité de départ de 11 millions d'euros lorsqu'il a été poussé à la démission en septembre, selon une plainte déposée lundi à l'Audience nationale par l'avocat Felipe Izquierdo représentant de détenteurs d'obligations.

L'ancien directeur général d'Abengoa, Manuel Sanchez Ortega, parti en mai, a touché de son côté 7,7 millions d'euros - indemnité et bonus - selon la même plainte.

Interrogé sur ces indemnités dans le quotidien El Economista, qui n'en a cependant pas précisé le montant, le ministre les a jugées très peu présentables du point de vue éthique pour une entreprise dans la situation d'Abengoa. De fait, les créanciers publics sont en train d'analyser si ces indemnités peuvent nuire à leurs intérêts, a ajouté M. de Guindos, cité dans le journal.

La plainte déposée lundi à Madrid par Me Izquierdo dénonce des faits relevant de la gestion déloyale et du délit d'initié et vise l'ex-président d'Abengoa pendant 25 ans, Felipe Benjumea, et l'ancien directeur général, Manuel Sanchez Ortega.

L'avocat juge que ces sommes exorbitantes leur ont été versées simplement pour avoir abandonné leurs fonctions - peu avant que ne soit révélée la situation d'insolvabilité de la compagnie - et alors que se profile un plan social pour des milliers d'employés.

Présente dans 80 pays, Abengoa compte 28.700 employés dans le monde et plus de 600 filiales, dans les secteurs de l'énergie solaire et éolienne, des biocombustibles ou du traitement de l'eau.

Le 25 novembre, la maison mère et 25 filiales se sont déclarées en pré-dépôt de bilan. Le groupe dispose d'un délai de trois mois, prolongeable d'un mois, pour s'accorder avec ses créanciers.

Si l'entreprise se déclarait en faillite, ce serait l'une des plus importantes procédures de cette nature jamais enregistrées en Espagne.

La dette nette d'Abengoa s'élevait à plus de 6 milliards d'euros au 30 septembre et la brute à près de 9 milliards. Mais le montant total serait, en fait, encore beaucoup plus important: selon le quotidien espagnol Expansion, il atteindrait 20 milliards.

Luis de Guindos a évoqué récemment un endettement en dizaines de milliards d'euros. Me Izquierdo soutient que la dette est de 25 milliards.

ABENGOA